

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article 30

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

Article 30

La politique de sécurité et de défense commune

1. La politique de sécurité et de défense commune, qui fait partie intégrante de la politique étrangère et de sécurité commune, assure à l'Union une capacité opérationnelle s'appuyant sur des moyens militaires et civils, **afin d'assurer** ~~L'Union peut les déployer dans des missions en dehors de l'Union pour~~ le maintien de la paix, **la prévention des conflits** et le renforcement de la sécurité internationale conformément aux principes de la Charte des Nations Unies. **L'exécution de ces tâches repose sur les capacités fournies par les Etats membres.**

2. La politique de sécurité et de défense commune inclut la définition progressive d'une politique de défense commune de l'Union. Celle-ci conduira à une défense commune, dès lors que le Conseil européen, statuant à l'unanimité, en aura décidé ainsi. Il recommande, dans ce cas, aux États membres d'adopter une décision dans ce sens conformément à leurs exigences constitutionnelles respectives.

La politique de l'Union au sens du présent article n'affecte pas le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains États membres, elle respecte les obligations découlant du traité de l'Atlantique Nord pour certains États membres qui considèrent que leur défense commune est réalisée dans le cadre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et elle est compatible avec la politique commune de sécurité et de défense arrêtée dans ce cadre.

3. Les États membres mettent à la disposition de la politique de sécurité et de défense commune des capacités militaires et civiles pour contribuer aux objectifs définis par le Conseil.

Les États membres s'engagent à améliorer progressivement leurs capacités militaires. Une Agence européenne d'armement et de recherche stratégique est instituée pour identifier les besoins opérationnels, promouvoir des mesures pour les satisfaire, contribuer à identifier et, le cas échéant, mettre en œuvre toute mesure utile pour renforcer la base industrielle et technologique du secteur de la défense, ~~ainsi que pour~~ assister le Conseil dans l'évaluation de l'amélioration des capacités militaires **ainsi que pour participer à la définition d'une politique européenne des capacités et de l'armement.**

Les États membres qui constituent entre eux des forces multinationales peuvent également mettre ces forces à la disposition de la politique de sécurité et de défense commune.

2. Les décisions relatives à la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune, y compris celles portant sur le lancement d'une mission visée au présent article, sont adoptées par le Conseil statuant à l'unanimité sur proposition du Ministre des Affaires étrangères de l'Union ou d'un État membre. Le Ministre des Affaires étrangères peut proposer d'avoir recours aux moyens nationaux ainsi qu'aux instruments de l'Union, ~~le cas échéant conjointement avec la Commission.~~

§ 5 à 8 *pas de modification*

Explication éventuelle :